

LUTTER CONTRE LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

DONNER À L'ÉCOLE PUBLIQUE
LES MOYENS DE **SOUTENIR**
LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE

JE VOTE
AVEC
MA TÊTE

Valoriser l'école publique

en réduisant la taille des classes
et en cessant de subventionner
les écoles privées

Embaucher plus de personnel

enseignant et professionnel

Assurer un financement récurrent

à la lutte contre l'intimidation

Afin que le Québec puisse compter sur la participation citoyenne de tous et de toutes, l'éducation doit permettre aux enfants de s'épanouir dans toutes les sphères de leur existence, ainsi que de devenir des êtres humains complets. Pour Québec solidaire, le défi de la réussite éducative doit être relevé par la société dans son ensemble en agissant sur les fondements socioéconomiques du décrochage.

La pauvreté est en effet un frein majeur à la réussite : l'enfant dans un milieu moins nanti risque davantage de grandir dans un petit logement, peu propice à la concentration, où les livres sont rares et le garde-manger dégarni. En retour, une faible scolarisation est associée à des revenus moins élevés. Nous devons soutenir collectivement les familles tout autant que le milieu scolaire pour qu'ils puissent collaborer à l'encadrement des élèves et briser le cercle vicieux de la pauvreté et du décrochage.

Depuis une vingtaine d'années, le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires (DES) avant l'âge de 20 ans se maintient entre 65 % et

75 %. En 2011, 20,1 % des garçons et 12,6 % des filles de 19 ans ne fréquentaient pas l'école et n'avaient pas obtenu de DES.

Nous lutterons contre les inégalités sociales, économiques et culturelles qui minent les chances de réussite.

Il est impératif d'intervenir par un ensemble de mesures sociales qui visent à lutter contre la pauvreté. Une attention particulière doit être portée aux femmes chefs de familles monoparentales qui, pour la plupart, disposent de moins

de ressources financières et de temps pour assurer l'éducation de leurs enfants.

Notons également que bien que ce sont davantage les garçons que les filles qui décrochent, les conséquences pour celles-ci sont souvent plus graves. En 2008, le revenu annuel moyen des décrocheuses était beaucoup plus faible (16 500 \$) que celui des décrocheurs (24 500 \$). Celles qui avaient complété un DES gagnaient 10 000 \$ de plus en moyenne que celles qui avaient abandonné tandis que, chez les hommes, l'écart était de 8 000 \$.

Québec solidaire est convaincu que la lutte contre le décrochage repose sur un ensemble d'interventions

complémentaires et concertées. En haussant le salaire minimum, en instaurant un revenu minimum garanti et en baissant les tarifs, nous lutterons contre les inégalités sociales, économiques et culturelles qui minent les chances de réussite.

De plus, les mesures de conciliation travail-famille que nous proposons donneront aux parents le temps d'accompagner leurs enfants dans leur démarche scolaire.

Plus directement, Québec solidaire réinvestira dans l'école publique pour assurer à tous les enfants et les jeunes un milieu de vie accueillant et stimulant, en classe et au-delà du cursus.



RÉINVESTIR DANS L'ÉCOLE PUBLIQUE

Québec solidaire réinvestira massivement dans l'école publique et la valorisera comme lieu d'intégration, de cohésion et de mixité sociale. En premier lieu, nous annulerons les compressions de 200 millions de dollars du Parti québécois dans les commissions scolaires, qui se traduisent comme par le passé par une pression toujours croissante sur les services et le personnel.

De plus, nous investirons 500 millions de dollars sur cinq ans pour assurer aux élèves et au personnel des écoles saines. Les problèmes de moisissures mettent en péril la santé et la sécurité de tous dans plusieurs établissements partout au Québec.

Pendant que les commissions scolaires, et donc l'école publique, subissent d'importantes et continuelles compressions, la grande majorité des écoles privées continue de recevoir des subventions annuelles de l'ordre d'un demi-milliard de dollars à même les fonds publics.

Cela contribue à priver l'école publique d'une partie importante de ses effectifs étudiants, enseignants et professionnels. Remarquons par ailleurs que les subventions gouvernementales soutiennent un réseau confessionnel alors même que l'État a choisi de déconfessionnaliser son réseau public d'enseignement.

Propulsée par ce soutien financier unique en Amérique du Nord et par plus d'une décennie de palmarès des écoles très médiatisés,

la concurrence entre les réseaux public et privé d'enseignement primaire et secondaire n'a jamais autant compromis l'avenir de l'école publique québécoise. Cette éducation à deux vitesses nous éloigne, surtout à l'école secondaire, du projet collectif d'une école commune.

Afin de donner toutes les chances à l'école publique de remplir sa mission, Québec solidaire adoptera un plan visant, d'ici 2020, le transfert progressif vers le réseau public de toutes les subventions publiques allouées aux écoles privées, comme le préconisait le Rapport Parent, fondateur de l'éducation publique moderne. Celles qui le souhaitent pourront, avec leur personnel, s'intégrer au réseau public.

De plus, pour redynamiser encore davantage l'école publique et augmenter son attrait, Québec solidaire encouragera également les projets pédagogiques particuliers ou alternatifs. Ils devront être ouverts à tous les élèves et élaborés démocratiquement par les communautés dans le respect des orientations du ministère de l'Éducation.

En supposant que la moitié des élèves intègrent le réseau public, ce serait 70 millions de dollars par année qu'un gouvernement solidaire économiserait en abolissant les subventions aux écoles privées.

EN CLASSE

Réduire la taille des classes

Ce n'est un secret pour personne : les classes sont bondées, le personnel enseignant ne sait plus où

donner de la tête, tant au primaire qu'au secondaire. Comment repérer un enfant en difficulté alors qu'on doit s'occuper d'une trentaine d'élèves? Comment adapter son enseignement à des besoins spécifiques devant des besoins si diversifiés?

Une compilation de 70 études réalisée par le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire (CRIRES) a démontré qu'une baisse du nombre d'élèves par classe contribuait à la réussite des élèves dans les milieux plus défavorisés, surtout au primaire.

Québec solidaire prévoit 1,6 milliard de dollars pour 15 000 nouveaux postes à temps plein.

Pour le moment, bien que le ministère de l'Éducation ait abaissé progressivement le nombre maximal d'élèves par groupe depuis 2000, le gouvernement préfère payer un supplément aux enseignantes et enseignants plutôt que de respecter ses propres règles. Cette compensation est toutefois loin d'alléger les difficultés du personnel.

Pour que les élèves en difficulté, qui représentent au moins 10 % des effectifs, soient intégrés avec succès à l'école, nous devons notamment restreindre la taille des classes, et ce, à tous les niveaux. Le personnel enseignant pourraient ainsi adopter une approche pédagogique adaptée aux besoins diversifiés des élèves et mieux les encadrer.

Ajoutons qu'il a aussi été maintes fois démontré qu'une relation éducative constructive, chaleureuse et ouverte entre un élève et ses enseignants et enseignantes, particulièrement au cours des premières années du primaire, a un impact considérable sur la réussite de l'enfant non seulement sur le plan scolaire mais aussi sur les plans social et affectif.

Ainsi, pour favoriser l'apprentissage, Québec solidaire propose de ramener le nombre maximum d'élèves par groupe à 25 au primaire. Dans les milieux défavorisés, toutefois, ce nombre ne devrait pas dépasser 18 élèves. Il est également important de diminuer la taille des classes au secondaire : elles ne devraient pas dépasser 27 élèves, quel que soit le niveau ou la matière.

Embaucher plus de personnel enseignant

Québec solidaire prévoit 1,6 milliard de dollars pour 15 000 nouveaux postes à temps plein au primaire et au secondaire d'ici 2020. Il faudra toutefois tenir compte des infrastructures disponibles : Montréal en particulier souffre d'un grave manque d'écoles.

De nouvelles embauches s'imposent d'abord pour des raisons démographiques : le nombre d'élèves au primaire et au secondaire augmentera de 12 % d'ici 2020. Avec les rapports élèves-maître actuels, il faudra donc plus de 5500 enseignants et enseignants supplémentaires.

De plus, le transfert de près de 60 000 élèves vers les écoles publiques à la suite de l'abolition des subventions aux écoles privées mènera à l'intégration



d'au moins 4300 enseignants et enseignantes dans le réseau public, et ce, sans compter la réduction de la taille des classes.

Par ailleurs, un gouvernement solidaire ne fera pas qu'appeler à de nouvelles recrues. Il pourvoira également ces postes à temps plein par la régularisation du statut des enseignants et enseignantes en situation de précarité et l'arrivée dans le système public d'une part du personnel des écoles privées.

Bonifier le soutien professionnel

Les élèves éprouvent de nombreuses difficultés avant de décrocher, que ce soit à la maison ou en classe. Si un ou une enfant est aux prises avec des troubles d'apprentissage ou souffre de l'exclusion de ses pairs, une personne doit être en mesure de lui tendre la main, sinon il ou elle risque de s'éloigner de plus en plus de l'école.

Malheureusement, les écoles du Québec manquent

cruellement de services professionnels pour identifier et appuyer ces élèves tout en soutenant le personnel enseignant et leurs parents. Un cas de violence familiale ne se règle pas sur le pas de la porte alors que l'autobus s'apprête à partir. Un problème auditif sérieux ne disparaît pas parce qu'on assoie l'enfant à l'avant de la classe.

Une aide appropriée et précoce permet de prendre en charge et d'accompagner les élèves qui ont des difficultés d'adaptation, des troubles de comportement, des crises psychosociales ou encore qui sont victimes d'intimidation. On augmente ainsi les chances qu'ils et elles restent à l'école.

Comme les ressources sont présentement largement insuffisantes, Québec solidaire procédera à 1 000 nouvelles embauches pour augmenter les effectifs du personnel professionnel. Au sein d'équipes d'intervention multidisciplinaires, ces personnes-ressources pourront effectuer

systématiquement le diagnostic des enfants en difficulté, et ce, dès l'éducation préscolaire.

Québec solidaire procédera à 1 000 nouvelles embauches pour augmenter les effectifs du personnel professionnel.

On laisse présentement au personnel enseignant surchargé le soin de s'occuper de problèmes complexes pour lesquels il n'est pas formé. Pourtant, une vaste gamme de personnes — des orthopédagogues aux psychologues en passant par les orthophonistes — sont formées pour venir en aide tant aux élèves qu'à leurs maîtres et à leurs parents.

En plus d'aider les élèves, l'ajout de personnel professionnel en éducation soulagera plusieurs familles.

En effet, lorsqu'un ou une enfant éprouve d'importantes difficultés à l'école, les parents ne disposent souvent ni des ressources ni du temps de qualité pour lui venir en aide.

Les problèmes de l'enfant deviennent alors source de stress et même parfois de conflits, ce qui ajoute un poids supplémentaire sur les épaules des parents. L'accès à des services professionnels permettra de les guider adéquatement dans cette réalité éprouvante, mais qui dans plusieurs cas peut n'être que temporaire, à condition qu'elle soit bien prise en charge.

Ces services professionnels renforcés auront aussi pour rôle d'épauler le personnel enseignant. Rappelons que 15 % des enseignantes et enseignants changent de métier après cinq ans de pratique et 30 % aimeraient se diriger vers une nouvelle profession.

Québec solidaire réduira déjà leur stress en leur confiant de plus petites classes,



mais nous bonifierons également les ressources consacrées à soutenir tout le personnel du milieu scolaire, notamment les services d'accompagnement et d'insertion professionnelle, le perfectionnement et le soutien psychoaffectif et psychosocial.

AU-DELÀ DE LA CLASSE

Lutter contre l'intimidation

Selon l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ 1998-2010) menée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), les comportements comme crier des noms ou pousser ses camarades de classe sont plutôt fréquents dès la maternelle.

Le taux d'enfants victimes d'intimidation varierait entre un quart et plus du tiers dans les premières années du primaire. Dans plus de la moitié des cas, l'intimidation serait fréquente, mais pour

un ou une enfant sur dix, elle serait constante.

Certains groupes sont plus susceptibles d'être victimes d'intimidation que d'autres.

Au primaire, il s'agit entre autres des enfants souffrant d'hyperactivité ou présentant d'autres problèmes de comportement. Grâce à l'ajout de ressources professionnelles dans nos écoles, les élèves qui manifestent des difficultés comportementales pourront être mieux accompagnés et soutenus. Conséquemment, ils et elles seront moins stigmatisés, et donc moins vulnérables au cercle vicieux des problèmes de comportement incitant à l'intimidation et de l'intimidation aggravant les problèmes de comportement.

Au secondaire, les jeunes lesbiennes, gais, bisexuels, bisexuelles, transgenres ou queer (LGBTQ) sont particulièrement à risque d'être intimidés constamment. Selon un projet de recherche sur l'impact de l'homophobie et

de la violence homophobe sur la persévérance et la réussite scolaire, environ 20 % de ces jeunes se sont absentés de l'école, en moyenne 11 jours par année, parce qu'ils et elles ne se sentaient pas en sécurité.

Un peu moins du tiers des jeunes LGBTQ qui ont vécu des incidents de façon isolée ont souhaité ou réussi à changer d'école. Parmi ceux et celles pour qui l'intimidation homophobe a été vécue très fréquemment, la proportion dépasse les trois quarts. De tels changements, radicaux pour ces jeunes, ne sont pas souhaitables.

L'école en tant que terreau de la cohésion sociale doit demeurer un milieu où les jeunes se sentent en sécurité et peuvent s'épanouir sans être jugés ou harcelés. Québec solidaire soutiendra par conséquent la famille, l'école et le milieu communautaire dans l'élaboration concertée de projets afin de lutter contre l'intimidation et la violence, en portant une attention

particulière aux jeunes de la communauté LGBTQ.

Pour prévenir la détresse psychologique et le harcèlement dont sont victimes ces adolescents et adolescentes, le Québec doit miser sur l'éducation et le dialogue. Québec solidaire préconise notamment de réintroduire les cours d'éducation sexuelle, abolis en 2001.

Le taux d'enfants victimes d'intimidation varierait entre un quart et plus du tiers dans les premières années du primaire.

En intégrant au parcours scolaire la visite d'intervenants et d'intervenantes, nous pourrions mieux sensibiliser notre jeunesse aux différences sexuelles. De plus, les cours d'éducation sexuelle permettront

de contrer la hausse draconienne d'infections transmissibles sexuellement chez la population adolescente.

Aux politiques et plans d'action contre l'intimidation et contre l'homophobie déjà en place, Québec solaire ajoutera un plan de lutte contre la transphobie, présentement occultée, ainsi que ce qui fait cruellement défaut dans la situation actuelle : un financement récurrent suffisant pour l'ensemble de ces programmes.

Ainsi, nous nous engageons à doubler les enveloppes qui y sont déjà consacrées, soit d'y allouer 15 millions de dollars par année afin, entre autres, d'embaucher des ressources spécialisées dans nos écoles.

Multiplier les projets au sein de l'école publique

Comme l'indique l'ISQ, le décrochage est « l'aboutissement d'un processus de désengagement ». L'école abordée comme milieu de vie permet de développer un sentiment d'appartenance. Elle doit être un lieu de rencontre et d'épanouissement, d'accomplissement et de reconnaissance.

Offrir des activités parascolaires, qu'elles soient sportives, culturelles ou communautaires, motive les jeunes et leur donne envie de se dépasser et de rester sur les bancs d'école. Ils peuvent ainsi développer leurs talents et leur potentiel au-delà du cursus officiel, devenir des êtres complets.

Un spectacle à venir, une équipe avec laquelle pratiquer un sport que l'on aime, il suffit parfois de peu pour rendre l'école

attrayante. Malheureusement au Québec, les activités parascolaires varient beaucoup d'une école à l'autre.

Ce sont souvent des projets portés par des membres du personnel qui multiplient les heures supplémentaires sans rémunération additionnelle ou par des jeunes et moins jeunes qui retournent entraîner une équipe sportive ou monter un spectacle de façon bénévole dans leur ancienne école.

Dans les quartiers plus nantis des grandes villes, une foule d'activités diversifiées s'offrent aux jeunes. Dans les quartiers plus pauvres ou dans les zones rurales, le choix est bien plus mince, s'il existe. Il faut s'assurer de réduire les inégalités dans cet aspect crucial de l'éducation.

Le fait de se joindre à une équipe sportive, à une troupe de danse ou de théâtre ou alors de contribuer à une murale stimule le sentiment d'appartenance à l'école et encourage les jeunes à persévérer dans leurs études. C'est dans cet esprit que Québec solidaire investira 60 millions de dollars par année pour augmenter l'offre d'activités parascolaires, en particulier dans les écoles les plus défavorisées.

En somme, nous assurerons la réussite de l'ensemble des élèves par l'embauche de personnel enseignant et professionnel, ce qui permettra de réduire la taille des classes et d'assurer le diagnostic des difficultés scolaires. En garantissant un financement récurrent à la lutte contre l'intimidation, nous permettrons à tous les jeunes de s'épanouir. Les enfants comme les adolescents et adolescentes seront emballés de

fréquenter une école qui multiplie les projets pédagogiques et les activités parascolaires attrayants.

Québec solidaire croit fermement que l'école publique est le socle de la société à laquelle nous aspirons, consciente de la richesse de sa diversité, où les talents et accomplissements de tous et de toutes sont reconnus et valorisés.

A close-up photograph of a person's hand holding a white marker, writing on a grid-lined notebook. The notebook is open, showing two pages. The left page has some handwritten text, including "11/11/2021" and "11/11/2021". The right page has a large, handwritten calculation or diagram, possibly a flowchart or a complex equation, with various numbers and symbols. A calculator is visible in the background, partially obscured by the notebook. The person is wearing a grey shirt.

Québec solidaire
7105, rue Saint-Hubert, bureau 304
Montréal (Québec) H2S 2N1



twitter.com/quebecsolidaire
facebook.com/quebecsolidaire

PAYÉ ET AUTORISÉ PAR ALAIN TREMBLAY, AGENT OFFICIEL DE QUÉBEC SOLIDAIRE
IMPRIMÉ PAR QUADRISCAN, 6600 SAINT-URBAIN, MONTRÉAL (QC) H2S 3G8